

THIERRY PETTAVINO. Le secrétaire général de la CGT 13 revient sur les grands chantiers de rentrée de son organisation syndicale. Il souhaite la mobilisation la plus large possible.

« Une rentrée résolument à l'offensive »

Avant un meeting confédéral qui aura lieu le 10 septembre à Marseille, Thierry Pettavino, secrétaire général de l'Union départementale CGT 13, revient sur les enjeux de la rentrée.

Parlons de la rentrée sociale. Elle s'annonce très chargée pour votre organisation...
Tout à fait mais je dirais qu'elle sera à la mesure des très mauvais coups qui, comme à l'accoutumée, sont tombés durant l'été, alors que les travailleurs, sont en congés. Je voudrais dans un premier temps revenir sur cette série de mesures gouvernementales qui servent à donner les pleins pouvoirs au patronat au détriment des salariés. Faut-il préciser que la loi portant sur le dialogue social n'a de social que le nom ? Et qu'elle n'a pour autre but que de réduire encore toutes les prérogatives des syndicats ? Dans la même logique, la fusion des instances représentatives du personnel, fragilisant un peu plus les CHSCT, y compris dans les entreprises à risques, notamment celles qui sont classées Seveso, ce qui est le cas d'entreprises de la région. Quant aux NAO, elles ne seront plus annuelles, mais auront désormais lieu tous les trois ans.

Il y a encore eu la loi Macron, passée au forceps du 49.3...
Nous nous sommes largement opposés au travail du dimanche qui contribue à desserrer les liens familiaux, à détruire le « vivre ensemble ». C'est purement et simplement le droit du travail que l'on cherche à démanteler. Autant de lois qui contribuent à transformer en profondeur le modèle social français en un modèle libéral et mondialisé. Est-il besoin de dire que le soutien affiché du ministre de l'Économie lors de l'université d'été du Medef est largement significatif de l'état d'esprit de ce gouvernement ? Pour notre part, nous ne cessons de répéter que la relance et la croissance économique sont incompatibles avec les politiques d'austérité imposées dans toute l'Europe. Il y a urgence à opérer d'autres choix, de revaloriser les salaires, dans le public comme dans le privé, de favoriser une vraie politique de développement des services publics comme de l'industrie et de procéder à un vrai partage des richesses.

Dans le département, on assiste cependant à des attaques en règle contre le tissu industriel. Pourtant, grâce à la mobilisation et aux luttes, des succès notables ont été enregistrés



« Les intérêts de tous les salariés sont inextricablement liés. » PHOTO LA Marseillaise

Oui et cela est dû notamment à la stratégie de la CGT de convergence des luttes. Une stratégie qui s'est avérée payante que nous amplifierons encore cette année. Cela s'est vérifié avec la victoire des ex-Fralib contre le géant Unilever. C'est un exemple qui donne confiance. Il est la preuve que grâce à l'unité, la détermination et la mobilisation, on peut gagner. Mais lorsqu'on ne lutte pas... On peut citer encore d'autres exemples, autour de l'étang de Berre, avec le secteur de la pétrochimie. À l'entreprise Kem One, pourtant menacée de fermeture et dont l'activité a pu reprendre. Toutes ces mobilisations qui privilégient la convergence sont de pleine actualité. Elles sont la démonstration que tous les intérêts sont liés. Que deviendrait l'hôpi-

tal de Martigues et plus généralement l'ensemble des services publics s'il n'y avait plus d'industrie dans la région. Quel manque à gagner pour le port de Marseille et son activité si la raffinerie Saint-Louis sucre venait à être condamnée à devenir un seul site de conditionnement ? D'autres mobilisations ont aussi permis de sauver la centrale de Gardanne. Il y a bien sûr des points d'inquiétude comme l'est celui du sort réservé à la SNCM, alors qu'a lieu aujourd'hui la clôture des appels d'offres de reprise de cette compagnie de service public qui se bat pour la continuité territoriale entre la Corse et le continent, sous pavillon français de premier registre. Là encore, la convergence des luttes la plus large est de toute première importance.

Avez-vous le sentiment que ce discours passe bien auprès des salariés ?

Il est bien sûr toujours difficile de convaincre, surtout dans une période de matraquage médiatique qui fait passer toute fermeture d'entreprises ou de services publics comme une fatalité. Pour beaucoup de salariés, la confiance dans le gouvernement est largement écornée. Ce qui peut favoriser le repli sur soi et la tentation des aventures extrêmes les plus dangereuses.

Justement, le Front national tient ce week-end son université d'été à Marseille. Comment la CGT envisage-t-elle de lutter contre ces tentations auxquelles vous venez de faire allusion ?

Dès le 4 septembre, notre syndicat sera à l'initiative d'une diffusion la plus large possible d'un texte envoyé à l'ensemble de nos syndicats, expliquant les dangers représentés par le Front national et la dichotomie entre ses discours et ses actes en ce qui concerne la défense de l'emploi et des entreprises dans ce pays. Cette communication sera relayée auprès des salariés de toutes les entreprises. Ce n'est pas tout. Dès le lendemain, nous participerons à une conférence de presse à 10h30 devant la mairie des 13e et 14e arrondissements. Pour nous battre contre ce martèlement médiatique qui rend les étrangers responsables de tous les maux, comme aussi les chômeurs.

Le mois de septembre est riche en initiatives prises par votre organisation syndicale...

Oui et l'un des moments forts sera le meeting confédéral qui se tiendra le 10 septembre à Marseille. À l'instar d'autres réunions similaires dans huit autres villes de France. Nous attendons beaucoup de cette manifestation qui marquera la vraie rentrée de la CGT et exposera tous les chantiers qui l'attendent au cours de cette année. Plaçant ainsi ce syndicat résolument à l'offensive.

Le 23 septembre, toujours à Marseille, c'est un rassemblement qui aura lieu devant la Bourse du travail qui marquera le lancement d'une vaste campagne nationale sur les libertés syndicales, en ces temps d'attaques en règle contre les acquis en ce domaine. Mais aussi sur les moyens dont disposent nos organisations, les locaux des unions locales menacés comme à Aubagne où ceux qui régissent aujourd'hui la mairie s'apprêtent à couper toutes subventions.

Enfin le 8 octobre sera une journée nationale d'action et de grève interprofessionnelle. Outre la CGT FSU, Solidaires ainsi que l'Unef et l'UNL seront du mouvement.

L'alliance la plus large des salariés est seule garante de succès à venir ?

C'est un point sur lequel je voudrais insister. Bien faire comprendre que les intérêts de tous, qu'ils exercent dans le public comme dans le privé sont inextricablement liés. Bien sûr, la CGT recherche toujours l'unité la plus large des organisations syndicales, mais c'est sur le terrain, dans les entreprises, que l'essentiel se joue.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRARD LANUX